

Activité économique

Le début d'année 2022 a été affecté par les restrictions liées à la vague Omicron, puis par les premières répercussions de la guerre en Ukraine. Le PIB français s'est ainsi contracté de 0,2 %, selon les résultats détaillés des comptes trimestriels publiés en mai (► **figure 1**). La situation sanitaire n'est plus aussi contraignante à ce stade en France, mais le deuxième trimestre reste marqué par les conséquences économiques du conflit. En particulier, les problèmes d'approvisionnement persistent et s'accompagnent de la hausse des prix la plus rapide depuis plusieurs décennies. Dans ce contexte, le PIB français augmenterait faiblement au deuxième trimestre 2022, d'environ +0,2 %, revenant ainsi au même niveau qu'au quatrième trimestre 2021, soit un peu au-dessus de l'avant crise sanitaire (+0,5 %, ► **figure 2**). Par la suite, le PIB garderait un rythme de croissance modéré jusqu'en fin d'année, de l'ordre de +0,3 % par trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2022, la croissance du PIB serait de +2,3 %, même si, en glissement annuel, l'activité en fin d'année serait tout juste supérieure à son niveau de fin 2021 (+0,6 %).

Au sein des principaux postes de la demande, la consommation des ménages se redresserait légèrement au deuxième trimestre 2022, après un premier trimestre pénalisé par la reprise épidémique et la hausse de l'inflation. Elle ralentirait au second semestre, dans un contexte d'inflation élevée – avec notamment une stagnation de la consommation en biens –, et ce malgré le soutien des mesures d'aide au pouvoir d'achat des ménages (► **figure 3b**). Elle constituerait toutefois la plus forte contribution à la croissance du PIB (► **figure 3a**). L'investissement croîtrait modérément, porté par celui des entreprises non financières, en services ; et par celui des ménages, en construction. L'investissement des entreprises non financières en produits manufacturés poursuivrait sa baisse, pénalisé par une activité peu dynamique et des chaînes de valeur toujours perturbées par les problèmes d'approvisionnement (en particulier pour les matériels de transport). Enfin, en lien avec une demande intérieure et étrangère peu allante, les échanges extérieurs marqueraient le pas au deuxième trimestre, avant de rebondir légèrement au second semestre, avec la reprise du commerce de biens. Les importations étant un peu plus dynamiques que les exportations, la contribution totale des échanges extérieurs serait faiblement négative (-0,1 point) aux deuxième et troisième trimestres. Sur l'ensemble de 2022 (► **figure 4**), la consommation des ménages et des administrations publiques contribuerait le plus à la croissance du PIB, à hauteur de 1,8 point conjointement, tandis que l'investissement et les échanges extérieurs contribueraient plus faiblement mais positivement, à hauteur de 0,4 et 0,1 point respectivement.

► 1. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés, en évolutions trimestrielles et annuelles

variations trimestrielles et annuelles (en %), données CVS-CJO

	2020				2021				2022				2020	2021	2022
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Produit intérieur brut	-5,7	-13,7	19,4	-1,4	0,2	1,0	3,2	0,4	-0,2	0,2	0,3	0,3	-7,9	6,8	2,3
Importations	-5,2	-19,1	18,3	0,3	1,6	2,1	0,7	3,9	0,5	0,0	0,7	0,8	-13,0	7,8	4,9
Total des ressources	-5,4	-14,8	18,9	-0,6	0,6	1,4	2,6	1,0	0,2	0,1	0,4	0,4	-8,8	7,4	3,0
Dépenses de consommation des ménages	-5,5	-11,5	19,0	-5,6	0,2	1,2	5,8	0,3	-1,5	0,4	0,2	0,2	-6,8	5,2	2,3
Dépenses de consommation des administrations*	-3,4	-11,8	18,0	-0,7	-0,1	0,0	3,5	0,6	0,2	-0,1	0,2	0,2	-4,2	6,4	2,4
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	-4,8	-12,7	20,1	-1,0	0,6	0,0	5,1	0,6	0,3	-0,4	0,1	0,2	-5,8	8,3	3,0
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	-1,1	-9,9	15,6	0,1	-1,7	-0,1	-0,2	0,1	0,0	0,3	0,3	0,2	-0,8	2,8	0,3
Formation brute de capital fixe (FBCF)	-9,3	-14,4	24,0	2,4	1,1	2,0	0,3	-0,3	0,6	0,5	0,4	0,3	-8,4	11,4	1,7
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	-8,6	-13,3	24,4	1,8	0,9	2,0	0,5	-0,4	0,4	0,6	0,5	0,5	-6,9	11,4	1,7
<i>Ménages</i>	-13,5	-16,9	29,2	5,8	0,9	3,4	1,4	-0,7	0,0	0,4	0,2	0,0	-11,9	17,0	1,3
<i>Administrations publiques</i>	-4,9	-12,6	17,2	0,4	-1,3	0,5	-1,8	-0,4	1,8	0,2	0,2	0,1	-5,4	2,7	0,9
Exportations	-6,8	-25,6	24,3	2,4	-0,6	2,6	3,2	2,6	1,2	-0,4	0,4	0,8	-17,0	8,6	5,6
Contributions (en point)															
Demande intérieure hors stocks**	-5,9	-12,3	20,2	-2,6	0,3	1,1	3,9	0,2	-0,6	0,3	0,3	0,2	-6,6	7,0	2,2
Variations de stocks**	0,7	0,3	-1,8	0,6	0,6	-0,2	-1,4	0,6	0,2	0,1	0,1	0,1	-0,2	-0,3	0,1
Commerce extérieur	-0,5	-1,7	0,9	0,6	-0,7	0,1	0,7	-0,4	0,2	-0,1	-0,1	0,0	-1,1	0,1	0,1

■ Préviation

* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

** Les variations de stocks comprennent les acquisitions nettes d'objets de valeur

Lecture : au deuxième trimestre 2022, les exportations diminueraient de -0,4 % par rapport au premier trimestre 2022 ; la contribution des échanges extérieurs à la croissance trimestrielle du PIB serait faiblement négative à -0,1 point.

Source : Insee

Les climats des affaires issus des enquêtes de conjoncture restent favorables au mois de juin, supérieurs à leur niveau moyen pour le climat d'ensemble comme pour les climats sectoriels, excepté dans le commerce de détail. Ces éléments laissent entrevoir une progression globale de l'activité pour les prochains mois, même si les niveaux des indicateurs synthétiques peuvent éventuellement être relativisés : en effet, ils sont en partie le reflet du rebond mécanique après la vague Omicron (en particulier dans certains services) et de soldes d'opinion particulièrement élevés concernant les prix prévus, notamment dans le bâtiment (une hausse des prix étant habituellement favorable du point de vue des chefs d'entreprise).

Ainsi, au niveau sectoriel, l'activité serait portée par une croissance relativement soutenue dans les services marchands au deuxième trimestre 2022, à l'inverse du trimestre précédent, tandis que l'industrie manufacturière marquerait un repli après un premier trimestre dynamique (► **figure 5**). Plusieurs sous-secteurs des services restent encore sensiblement en deçà de leur niveau d'avant la crise sanitaire et présentent donc un potentiel de rattrapage (► **figures 6 et 7**) : c'est notamment le cas de l'hébergement-restauration qui rebondirait fortement, après un recul marqué au premier trimestre du fait de la vague Omicron. Le secteur des transports resterait également dynamique. À l'inverse, dans le commerce, la situation se dégraderait de nouveau au deuxième trimestre, en lien avec une baisse de la consommation des ménages en biens, et en cohérence avec les signaux issus des dernières enquêtes de conjoncture (► **figure 8**). De même, dans l'industrie, la production se replierait : la majorité des branches manufacturières seraient en effet pénalisées par les difficultés d'offre (► **éclairage** sur les réponses des chefs d'entreprise sur les conséquences de la guerre en Ukraine). C'est par exemple le cas de l'agro-alimentaire ou des biens d'équipement. Enfin, l'activité dans la construction serait un peu plus dynamique qu'au premier trimestre.

Au second semestre, certains de ces contrastes sectoriels persisteraient, avec une croissance de l'activité surtout portée par les services marchands, quoiqu'en léger ralentissement après le rattrapage du trimestre précédent. L'industrie et la construction ne rebondiraient que modestement, compte tenu de la persistance de difficultés d'offre.

Ces prévisions restent fortement dépendantes de l'évolution des différentes difficultés sur le front des approvisionnements, des prix ou bien encore des recrutements. En particulier, un assouplissement progressif de ces difficultés constituerait un facteur positif pour l'activité industrielle. Toutefois, la poursuite de la guerre en Ukraine, l'éventuelle aggravation des sanctions économiques et les représailles de la Russie, pourraient continuer à exacerber ces difficultés, en premier lieu concernant les prix des matières premières (énergie, produits agricoles, etc.). Par ailleurs, la situation sanitaire en Chine reste un point de vigilance, compte tenu de sa stratégie « zéro Covid » susceptible d'avoir un fort impact sur les chaînes de valeur mondiales. Sur le plan intérieur, l'incertitude persiste quant au comportement des ménages face aux nouvelles conditions économiques, avec une forte inflation mais également des mesures de soutien au pouvoir d'achat. ●

► 2. Biens et services : équilibre ressources-emplois aux prix de l'année précédente chaînés, en écart au niveau d'avant la crise sanitaire

écart au quatrième trimestre 2019, en %, données CVS-CJO

	2020				2021				2022			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Produit intérieur brut	-5,7	-18,6	-2,8	-4,2	-4,0	-3,0	0,1	0,5	0,3	0,5	0,8	1,2
Importations	-5,2	-23,3	-9,2	-9,0	-7,5	-5,5	-4,9	-1,1	-0,6	-0,6	0,1	0,9
Total des ressources	-5,4	-19,4	-4,2	-4,7	-4,2	-2,9	-0,4	0,7	0,9	1,0	1,4	1,7
Dépenses de consommation des ménages	-5,5	-16,4	-0,6	-6,2	-6,0	-4,9	0,6	1,0	-0,6	-0,2	0,0	0,3
Dépenses de consommation des administrations*	-3,4	-14,8	0,5	-0,2	-0,3	-0,3	3,2	3,8	4,0	3,8	4,0	4,2
<i>dont dépenses individualisables des APU</i>	-4,8	-16,9	-0,2	-1,2	-0,6	-0,6	4,4	5,0	5,3	4,8	5,0	5,1
<i>dont dépenses collectives des APU</i>	-1,1	-10,8	3,1	3,2	1,5	1,4	1,1	1,3	1,2	1,6	1,9	2,0
Formation brute de capital fixe (FBCF)	-9,3	-22,4	-3,7	-1,4	-0,4	1,6	1,9	1,5	2,1	2,6	3,1	3,4
<i>dont Entreprises non financières (ENF)</i>	-8,6	-20,7	-1,4	0,4	1,4	3,4	3,9	3,5	3,9	4,5	5,1	5,5
<i>Ménages</i>	-13,5	-28,1	-7,1	-1,8	-0,9	2,5	4,0	3,2	3,2	3,6	3,8	3,8
<i>Administrations publiques</i>	-4,9	-16,9	-2,6	-2,3	-3,5	-3,1	-4,9	-5,2	-3,5	-3,4	-3,2	-3,1
Exportations	-6,8	-30,7	-13,9	-11,8	-12,3	-10,0	-7,2	-4,7	-3,6	-4,0	-3,6	-2,8

■ Prévision

* Dépenses de consommation des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

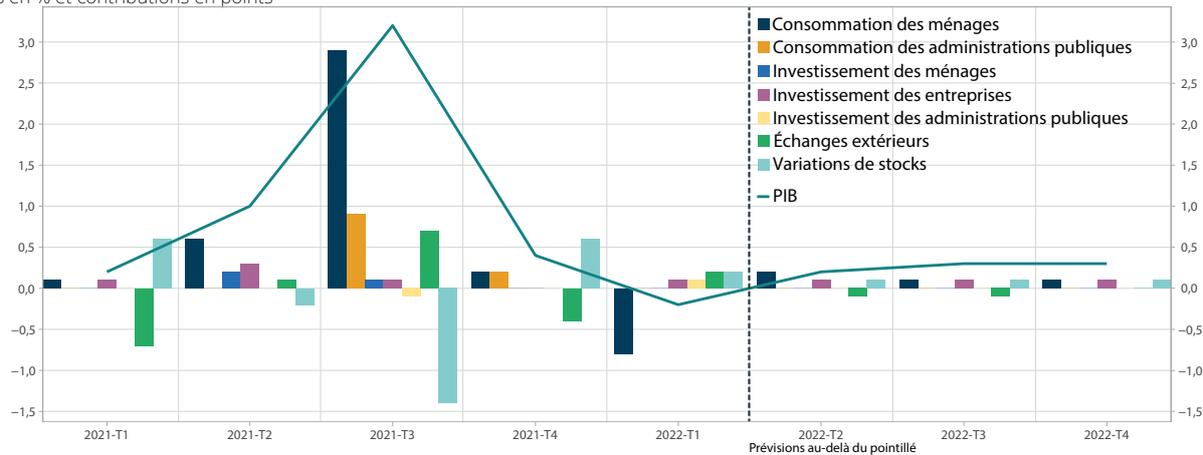
Lecture : au deuxième trimestre 2022, les exportations se situeraient -4,0 % sous leur niveau du quatrième trimestre 2019.

Source : Insee

Conjoncture française

► 3a. Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

variations en % et contributions en points

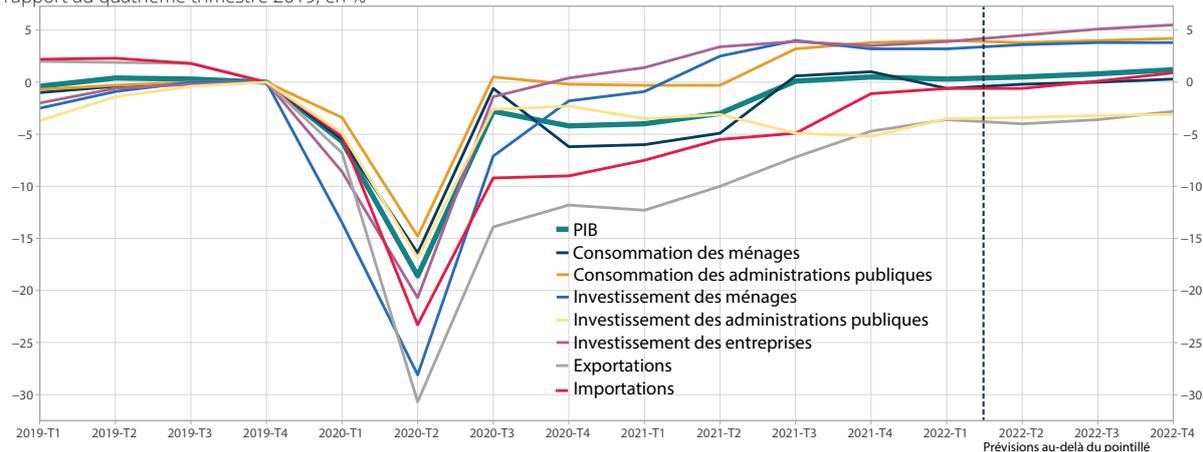


Lecture : au deuxième trimestre 2022, le PIB augmenterait de 0,2 % par rapport au premier trimestre 2022 ; la contribution de l'investissement des entreprises non financières (ENF) serait d'environ 0,1 point.

Source : Insee

► 3b. Évolutions trimestrielles du PIB, des importations et des principaux postes de la demande

écart par rapport au quatrième trimestre 2019, en %

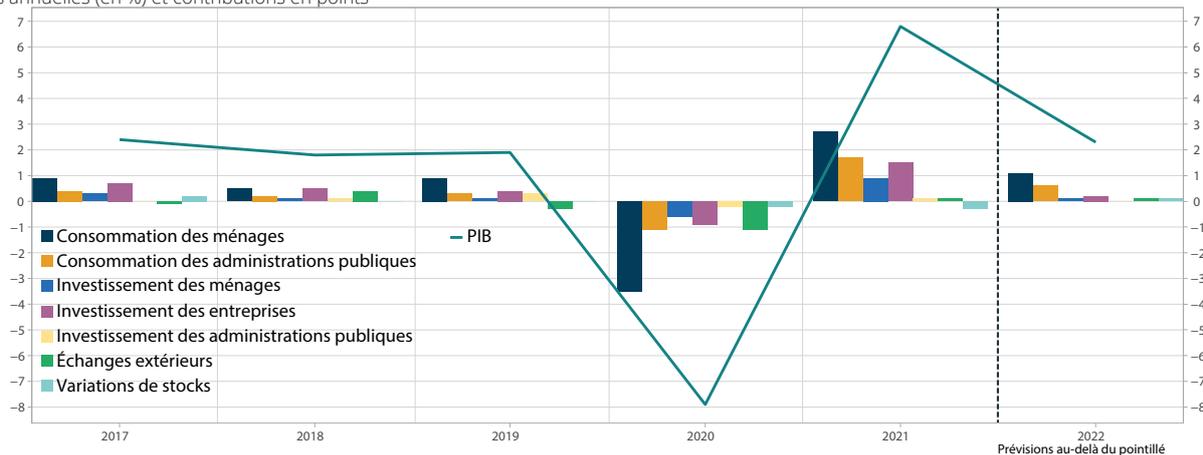


Lecture : au deuxième trimestre 2022, les exportations se situeraient à -4,0 % sous leur niveau du quatrième trimestre 2019.

Source : Insee

► 4. Variations annuelles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

variations annuelles (en %) et contributions en points



Lecture : en 2022, le PIB augmenterait de 2,3 % en moyenne annuelle ; la contribution de la consommation des ménages serait de 1,1 point.

Source : Insee

► 5. Variations trimestrielles d'activité économique par branche

variations trimestrielles en %, prévision à partir du deuxième trimestre 2022

Branche	Poids	2020				2021				2022			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Agriculture, sylviculture et pêche	2	-2,4	-2,0	-0,6	-0,3	0,3	0,2	0,2	-0,3	-0,4	0,7	0,7	0,7
Industrie	14	-5,8	-17,5	19,4	2,7	-0,9	-0,6	-0,1	-0,5	0,0	-0,4	0,2	0,2
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-1,5	-9,0	7,6	-0,7	1,3	0,1	0,6	0,1	0,3	-0,6	0,2	0,1
Cokéfaction et raffinage	0	0,6	11,5	13,1	8,9	-31,3	-1,5	-12,6	2,6	21,5	-0,6	0,0	0,0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-7,0	-18,5	22,1	3,9	1,5	-0,5	1,0	0,0	1,8	-0,6	0,0	0,1
Fabrication de matériels de transport	2	-19,9	-49,6	70,0	3,9	-4,7	-4,2	-0,4	-1,1	-4,3	1,3	0,4	0,8
Fabrication d'autres produits industriels	6	-5,4	-18,3	22,7	3,3	0,2	-0,9	-1,0	-0,6	2,2	-0,6	0,4	0,2
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3	-1,7	-9,1	9,5	2,9	-3,5	0,7	1,0	-0,8	-4,8	-0,3	-0,3	0,5
Construction	6	-12,0	-22,8	38,9	-0,6	2,9	1,8	0,1	-0,2	0,2	0,5	0,5	0,3
Services principalement marchands	-5	-4,9	-13,0	16,9	-2,5	0,1	2,0	4,7	1,0	-0,2	0,5	0,4	0,4
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-6,3	-11,7	22,3	-2,3	0,0	-0,3	2,2	0,2	-1,4	-0,6	0,1	0,1
Transports et entreposage	5	-8,1	-27,5	40,0	-7,5	4,1	2,8	5,6	2,4	0,8	0,7	0,6	0,7
Hébergement et restauration	3	-18,1	-47,5	87,4	-29,3	-12,7	32,4	41,2	-0,4	-3,5	6,5	0,5	0,5
Information et communication	5	-1,8	-5,8	7,7	1,8	2,2	1,5	2,7	1,4	0,7	0,5	0,6	0,6
Activités financières et d'assurance	4	-3,4	-8,7	13,2	0,1	1,7	1,6	3,1	1,4	1,0	0,3	0,3	0,4
Activités immobilières	13	-1,2	-2,4	2,9	0,0	-0,1	0,4	0,8	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-3,8	-13,3	16,2	0,0	-0,2	1,5	2,6	0,5	-0,2	0,5	0,6	0,6
Autres activités de services	3	-11,5	-34,1	39,7	-11,1	-1,6	4,9	24,4	6,5	-0,5	1,5	1,0	0,4
Services principalement non marchands	22	-5,2	-12,3	21,2	-1,2	0,7	-0,7	2,0	0,1	0,1	-0,3	0,0	0,2
Valeur ajoutée totale	100	-5,4	-13,8	18,9	-1,4	0,3	1,0	3,1	0,5	-0,1	0,2	0,3	0,3
Taxes et subventions		-7,5	-13,3	23,4	-1,5	0,0	1,1	4,1	-0,1	-1,0	0,0	0,2	0,2
PIB		-5,7	-13,7	19,4	-1,4	0,2	1,0	3,2	0,4	-0,2	0,2	0,3	0,3

■ Prévision

Lecture : au premier trimestre 2022, la valeur ajoutée de la branche de fabrication des matériels de transports a baissé de 4,3 %. Elle augmenterait de 1,3 % au deuxième trimestre 2022.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

► 6. Écarts d'activité économique par branche, par rapport au niveau d'avant la crise sanitaire

écart au quatrième trimestre 2019, en %, prévision à partir du deuxième trimestre 2022

Branche	Poids en %	2020				2021				2022			
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Agriculture, sylviculture et pêche	2	-2,4	-4,3	-4,9	-5,2	-4,9	-4,8	-4,6	-4,9	-5,3	-4,7	-4,0	-3,4
Industrie	14	-5,8	-22,3	-7,2	-4,6	-5,5	-6,0	-6,1	-6,5	-6,6	-7,0	-6,8	-6,6
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-1,5	-10,3	-3,5	-4,2	-2,9	-2,8	-2,2	-2,1	-1,8	-2,3	-2,2	-2,1
Cokéfaction et raffinage	0	0,6	12,2	26,9	38,2	-5,0	-6,4	-18,2	-16,1	2,0	1,4	1,4	1,4
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-7,0	-24,2	-7,4	-3,8	-2,4	-2,9	-1,9	-1,9	-0,2	-0,8	-0,8	-0,7
Fabrication de matériels de transport	2	-19,9	-59,6	-31,4	-28,7	-32,1	-34,9	-35,2	-35,9	-38,7	-37,9	-37,6	-37,1
Fabrication d'autres produits industriels	6	-5,4	-22,7	-5,2	-2,1	-1,9	-2,8	-3,8	-4,3	-2,2	-2,8	-2,4	-2,3
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	3	-1,7	-10,6	-2,2	0,7	-2,8	-2,1	-1,2	-1,9	-6,7	-6,9	-7,2	-6,7
Construction	6	-12,0	-32,1	-5,7	-6,2	-3,5	-1,8	-1,7	-1,9	-1,7	-1,2	-0,6	-0,3
Services principalement marchands	-5	-4,9	-17,2	-3,2	-5,7	-5,6	-3,7	0,8	1,8	1,6	2,1	2,5	3,0
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-6,3	-17,2	1,2	-1,1	-1,1	-1,4	0,8	1,0	-0,4	-0,9	-0,9	-0,7
Transports et entreposage	5	-8,1	-33,4	-6,8	-13,8	-10,2	-7,7	-2,6	-0,2	0,5	1,2	1,8	2,5
Hébergement et restauration	3	-18,1	-57,0	-19,5	-43,1	-50,3	-34,2	-7,1	-7,5	-10,7	-4,9	-4,5	-4,0
Information et communication	5	-1,8	-7,5	-0,4	1,4	3,6	5,2	8,0	9,5	10,3	10,9	11,5	12,2
Activités financières et d'assurance	4	-3,4	-11,8	-0,2	0,0	1,7	3,3	6,5	8,0	9,1	9,4	9,7	10,2
Activités immobilières	13	-1,2	-3,6	-0,8	-0,8	-0,9	-0,6	0,2	0,5	0,8	1,0	1,2	1,4
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-3,8	-16,7	-3,1	-3,1	-3,3	-1,9	0,7	1,2	1,0	1,5	2,1	2,7
Autres activités de services	3	-11,5	-41,7	-18,5	-27,6	-28,8	-25,3	-7,1	-1,0	-1,5	0,0	1,0	1,4
Services principalement non marchands	22	-5,2	-16,8	0,8	-0,5	0,2	-0,4	1,5	1,6	1,7	1,4	1,5	1,7
Valeur ajoutée totale	100	-5,4	-18,5	-3,1	-4,4	-4,2	-3,2	-0,2	0,3	0,2	0,4	0,7	1,1
Taxes et subventions		-7,5	-19,8	-1,0	-2,4	-2,4	-1,3	2,7	2,7	1,7	1,7	1,9	2,2
PIB		-5,7	-18,6	-2,8	-4,2	-4,0	-3,0	0,1	0,5	0,3	0,5	0,8	1,2

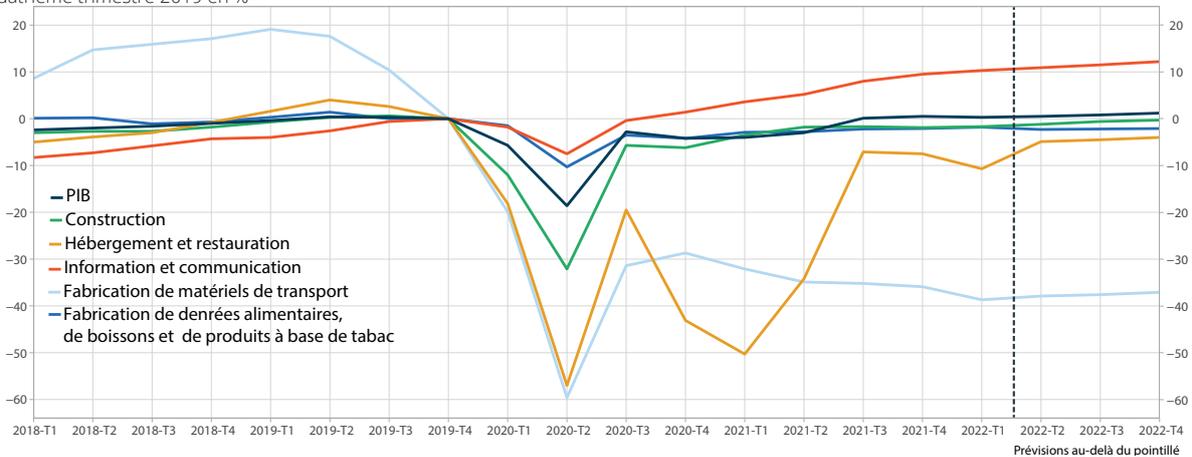
■ Prévision

Lecture : au premier trimestre 2022, la valeur ajoutée de la branche de fabrication des matériels de transport s'est située -38,7 % sous son niveau du quatrième trimestre 2019. Au deuxième trimestre 2022, elle remonterait à -37,9 %.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

► 7. Écarts d'activité économique par rapport au niveau d'avant la crise sanitaire, pour différentes branches

écart au quatrième trimestre 2019 en %



Lecture : au premier trimestre 2022, la valeur ajoutée de la branche de la construction s'est située -1,7 % sous son niveau du quatrième trimestre 2019. Au deuxième trimestre 2022, elle remonterait à -1,2 %.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

► 8. Perspectives personnelles d'activité par secteur

soldes d'opinion, en %, corrigés des variations saisonnières



Lecture : en juin 2022, le solde d'opinion relatif aux perspectives personnelles de production dans l'industrie s'élève à +9 %.

Note : les résultats sont pondérés par le chiffre d'affaires.

Dernier point : juin 2022.

Source : Insee, enquêtes de conjoncture auprès des entreprises